

de procedure niet die van de gemeenschap is, kunnen de diensten die afhangen van de betrokken gemeenschap, niet welgeren de jongeren ten laste te nemen enkel op basis van het criterium van de taal, voor zover de jongere een familiale, sociale, culturele of educatieve band met deze gemeenschap heeft, en dit in het hoger belang van de jongere.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap dragen de uitgaven, die voortvloeien uit de terbeschikkingstelling van hun diensten als vermeld in artikel 1 van dit akkoord.

De bijdrage, bepaald bij artikel 14 van de ordonnantie van 29 april 2004, komt toe aan de gemeenschap die instaat voor de hulpverlening aan de jongere.

Art. 5. De bevoegde ministers van elke partij zijn gerechtigd om samen de betwistingen te beslechten die uit de toepassing van dit akkoord voortvloeien.

Art. 6. Dit akkoord wordt voor een duur van 2 jaar gesloten. Het wordt stilzwijgend voor eenzelfde periode vernieuwd als het niet door één van de partijen wordt opgezegd met een termijn van minstens zes maanden voor de datum waarop het afloopt. De opzegging gebeurt aan de hand van een aangetekende brief aan de bevoegde ministers.

Art. 7. Uiterlijk de twee jaar na zijn inwerkingtreding zal dit samenwerkingsakkoord door de partijen worden geëvalueerd.

Art. 8. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie waakt over de naleving van dit akkoord op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking een jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de ordonnantie tot goedkeuring ervan.

Dit akkoord kan echter niet in werking treden vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de decreten van de Franse en Vlaamse Gemeenschap houdende goedkeuring van dit samenwerkingsakkoord.

Gedaan te Brussel, op 11 mei 2007, in 7 originele exemplaren in het Nederlands en het Frans.

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

Y. LETERME

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

Mevr. I. VERVOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Ch. PICQUE

Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt,

P. SMET

Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Budget en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp, nr. 502-1. Verslag, nr. 502-2.

Integraal verslag. — Besprekking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2008.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1051

[2008/201064]

20 JANVIER 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révision des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 552/2007 de la Commission du 22 mai 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 608/2007 de la Commission du 1^{er} juin 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 972/2007 de la Commission du 20 août 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révisions des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 2 février 2007;

Considérant la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne la notification provisoire des droits au paiement unique d'intégrer au régime de paiement unique en 2006 les paiements pour le tabac et les produits laitiers ainsi que le soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline et que, dès lors, il convient de fixer les nouvelles conditions d'attribution de révisions des droits au paiement unique notifiés provisoirement aux agriculteurs;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces révisions des droits provisoires notifiés en 2006 doivent introduire leur demande initiale pour le 31 mars 2006;

Considérant qu'un des éléments clés lors de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de 2003 était le principe d'aider les agriculteurs actifs indépendamment de la propriété ou non de la terre qu'ils exploitent;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les conditions d'octroi des révisions lors de diverses situations de transferts d'exploitations, vérifier la réalité de ces transferts;

Considérant que, dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que, dans le cadre des demandes de révisions, la preuve de l'existence d'un bail peut être fournie par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris et que, de ce fait, l'occupation des terres telle que déclarée par les agriculteurs cédants dans leur déclaration de superficie, au moins une année précédant un transfert de tout ou partie des terres de l'exploitation, constitue une présomption de l'occupation préalable de ces terres par l'agriculteur cédant concerné;

Considérant, d'une part, que les déclarations de superficies sont à disposition de l'administration, et que, d'autre part, lorsqu'il y a eu transfert de terres, les intéressés déclarent que les parcelles de terres concernées ont fait l'objet de la déclaration de superficie de l'agriculteur cédant lors d'au moins une année précédant ce transfert et que, de la sorte, cette condition est vérifiable par l'administration;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révisions des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "notifiés en 2005" sont insérés entre les mots "ses droits provisoires" et les mots "doit introduire une demande";

2^o le même article est complété par l'alinéa suivant :

"Conformément à l'article 3bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, l'agriculteur qui souhaite une révision de ses droits provisoires liés aux paiements pour le tabac, les produits laitiers ainsi qu'au soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline tels qu'établis et notifiés en 2006 en application de l'article 12 du Règlement (CE) n° 795/2004 doit introduire une demande de révision au moyen du formulaire ad-hoc disponible auprès de l'administration. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au § 2 dudit article 3bis dans le cadre des demandes de révisions de droits provisoires liés aux paiements pour le tabac et au § 5 dudit article 3bis dans le cadre des demandes de révisions de droits provisoires liés à l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline."

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 lorsqu'il s'agit d'une demande de révision des données de référence relatives à l'intégration des aides tabac en 2006" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison".

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y précisant la raison".

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o au § 1^{er}, d'une part, les mots "en 1999" sont remplacés par les mots "l'année précédant le début de la période de référence" et, d'autre part, les mots "et à l'article 3bis, aux points 6^o des deuxième et cinquième paragraphes du même arrêté" sont insérés entre les mots "de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006" et les mots "sont reconnus";

2^o au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "en 1999" sont remplacés par les mots "l'année précédant le début de la période de référence";

b) à l'alinéa 5, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison";

c) à l'alinéa 6, sont apportées les modifications suivantes :

* au tiret 2, les mots "dans tous les cas" sont remplacés par les mots "pour les régimes d'aides intégrés au régime de paiement unique en 2005";

* le même alinéa est complété par les dispositions suivantes :

— pour le régime d'aides tabac intégré en 2006, le montant total des aides versées au cours de l'année en question, calculé et adapté conformément au point I de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur ou égal à 80 % de la moyenne des montants totaux d'aides versées au cours de la ou des deux autres années qui n'ont pas été affectées par le décès, également calculés et adaptés conformément au point I de l'annexe VII dudit Règlement. Ce calcul s'entend après globalisation des données relatives à l'agriculteur initial et à l'agriculteur demandeur;

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, le droit de livraison de betteraves ou le contrat de livraison de chicorées conclu avec le transformateur pour l'année en question et servant de base à la détermination du montant à inclure au montant de référence calculé et adapté conformément au point K de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur ou égal à 80 % du droit de livraison de betteraves ou du contrat de livraison de chicorées conclu avec le transformateur pour l'année qui n'a pas été affectée par le décès ou l'année précédente, et dont le montant à inclure au montant de référence a également été calculé et adapté conformément au point K de l'annexe VII dudit Règlement. Ce calcul s'entend après globalisation des données relatives à l'agriculteur initial et à l'agriculteur demandeur.;

3° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux alinéas 1^{er} et 3, les mots "en 1999" sont remplacés par les mots "l'année précédant le début de la période de référence";

b) à l'alinéa 4, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison";

c) à l'alinéa 5, sont apportées les modifications suivantes :

* les mots "relative à un secteur intégré au régime de paiement unique en 2005 ou à l'intégration des aides tabac en 2006" sont insérés entre les mots "demande de révision" et les mots "pour le motif de l'incapacité professionnelle";

* au tiret 3, les mots "dans le cas d'un secteur intégré au régime de paiement unique en 2005" sont insérés entre les mots "lors des autres années ou" et les mots "que le nombre d'animaux déclarés";

d) le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

"En cas de demande de révision relative à l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline pour le motif de l'incapacité professionnelle, les conditions suivantes doivent également être satisfaites :

— l'incapacité a affecté significativement l'établissement du droit de livraison de betteraves ou le contrat de livraison de chicorées avec le transformateur durant la période de référence;

— dans tous les cas, le droit de livraison de betteraves ou le contrat de livraison de chicorées conclu avec le transformateur pour l'année en question et servant de base à la détermination du montant à inclure au montant de référence calculé et adapté conformément au point K de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur ou égal à 80 % du droit de livraison de betteraves ou du contrat de livraison de chicorées conclu avec le transformateur pour l'année qui n'a pas été affectée par le décès ou l'année précédente, et dont le montant à inclure au montant de référence a également été calculé et adapté conformément au point K de l'annexe VII dudit Règlement. Ce calcul s'entend après globalisation des données relatives à l'agriculteur initial et à l'agriculteur demandeur;

— en outre, si l'agriculteur ne dispose pas d'une copie de l'attestation d'incapacité de travail reconnue par un organisme agréé, il faut que la superficie totale déclarée en chicorées ou en betteraves au cours de l'année de l'incapacité ou au cours de l'année suivante soit inférieure à 50 % par rapport à la superficie totale moyenne déclarée en chicorées ou en betteraves lors des sur les autres années.;

4° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou des aides tabac" sont insérés entre les mots "cultures arables" et les mots "durant la période de référence";

b) à l'alinéa 2, les mots "ou les aides tabac" sont insérés entre les mots "cultures arables" et les mots "ne devront pas être";

c) à l'alinéa 3, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison";

d) à l'alinéa 4, sont apportées les modifications suivantes :

* au tiret 2, les mots "pour les régimes d'aides intégrés au régime de paiement unique en 2005," sont insérés avant les mots "les montants des aides";

* au tiret 3, les mots "pour les régimes d'aides intégrés au régime de paiement unique en 2005," sont insérés avant les mots "la superficie totale déclarée";

* le même alinéa est complété par le tiret suivant :

— pour le régime d'aides tabac intégré en 2006, le montant des aides tabac versées au cours de l'année de la catastrophe ou au cours de l'année suivante, calculé et adapté conformément au point I de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 80 % par rapport à la moyenne des montants des mêmes aides versées au cours des années prises en compte, également calculés et adaptés conformément au point I de l'annexe VII dudit Règlement.;

5° au § 5, alinéa 3, les mots "alinéa 1^{er}" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant";

6° il est inséré un paragraphe 5bis rédigé comme suit :

"§ 5bis. En cas de destruction accidentelle d'un bâtiment de stockage ou de séchage du tabac, seul est reconnu comme tel tout événement survenu en 1999 ou au cours de la période de référence ayant entraîné la destruction d'un bâtiment destiné aux usages précités et ayant eu un effet négatif important sur l'obtention des aides au secteur du tabac durant la période de référence.

Dans ce cas, l'année de la période de référence pour laquelle les aides tabac ne devront pas être prises en considération, sera choisie par l'agriculteur ou, à défaut de ce choix, par l'administration. Cette année pourra être soit l'année de la catastrophe naturelle soit l'année qui suit.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1^{er}, alinéa 2 en y indiquant la raison de sa demande et, éventuellement, l'année de la période de référence pour laquelle les aides tabac ne doivent pas être prises en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande une attestation d'assurance ou du service incendie prouvant cette destruction.

En cas de demande de révision pour le motif de destruction accidentelle d'un bâtiment de stockage ou de séchage du tabac, la condition suivante doit être satisfaite :

— le montant des aides tabac versées au cours de l'année de la destruction accidentelle du bâtiment ou au cours de l'année suivante, calculé et adapté conformément au point I de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 50 % par rapport à la moyenne des montants des mêmes aides versées au cours des autres années prises en compte, également calculés et adaptés conformément au point I de l'annexe VII dudit Règlement.

En cas de demande de révision pour le motif de destruction accidentelle, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 40 du Règlement (CE) n° 1782/2003, sans préjudice de l'application de l'article 13, § 4, du Règlement (CE) n° 795/2004.;

7° au § 6, alinéa 3, les mots "alinéa 1^{er}" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant".

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est modifié comme suit :

a) les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison";

b) au tiret 1^{er}, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention de reprise totale ou partielle" et les mots "dûment complété";

c) au tiret 3, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention de reprise totale ou partielle" et les mots "qui autorise expressément";

d) le même alinéa est complété par la disposition suivante :

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, en cas de reprise par cession de bail, soit une copie du contrat de bail signé devant notaire avant le 31 mars 2006, soit une copie d'un bail sous seing privé signé au plus tard le 31 mars 2006 et enregistré au plus tard le 28 avril 2006.;

2° l'alinéa 4 est modifié comme suit :

a) aux tirets 1 et 2, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention de reprise totale ou partielle" et les mots "visé au deuxième alinéa";

b) le même alinéa est complété par deux tirets rédigés comme suit :

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, dans le formulaire "convention de reprise totale ou partielle" ad-hoc, l'agriculteur cédant certifie que les superficies concernées par la convention faisaient l'objet, au moins durant l'année précédant ladite reprise, des déclarations de superficie de l'agriculteur initial cédant;

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, dans le formulaire "convention de reprise totale ou partielle" ad-hoc, l'agriculteur cédant certifie que les quantités concernées par la reprise faisaient l'objet, d'un droit de livraison de betteraves et/ou un contrat de livraison de chicorées attribué par le transformateur à l'agriculteur initial cédant.;

3° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

"Le cas échéant, la demande de révision pour héritage, héritage anticipé ou pour succession par voie de cession de bail introduite par l'agriculteur est assimilée à un des autres cas visés par le chapitre 3, section 2, du Règlement (CE) n° 795/2004. Si nécessaire, d'éventuelles preuves complémentaires sont demandées aux agriculteurs."

Art. 6. A l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison".

Art. 7. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, d'une part, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison" et, d'autre part, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de fusion avec reprise" et les mots "disponible auprès de l'administration";

2° l'alinéa 3 est modifié comme suit :

a) au tiret 4, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de fusion avec reprise" et les mots "ne font l'objet";

b) au tiret 5, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de fusion avec reprise" et les mots "les agriculteurs initiaux cédants";

c) le même alinéa est complété par deux tirets rédigés comme suit :

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, les quantités concernées par la fusion faisaient l'objet d'un droit de livraison de betteraves et/ou un contrat de livraison de chicorées attribués aux deux agriculteurs initiaux cédants;

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, les données de référence concernées visées par la "convention en cas de fusion avec reprise" ad-hoc ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que celui gérant l'exploitation issue de la fusion et visé par la demande de révision."

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, d'une part, les mots "alinéa 1^{er} ou 2 selon le régime d'aides considéré" sont insérés entre les mots "visé à l'article 1^{er}" et les mots "en y indiquant la raison" et, d'autre part, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de scission" et les mots "disponible auprès de l'administration";

2° l'alinéa 3 est modifié comme suit :

a) au tiret 3, les mots "pour les demandes relatives aux régimes d'aides intégrés au régime de paiement unique en 2005" sont insérés entre les mots "inventaires des animaux" et les mots "doivent correspondre";

b) au tiret 5, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de scission" et les mots "ne font l'objet";

c) au tiret 6, les mots "ad-hoc" sont insérés entre les mots "convention en cas de scission" et les mots "l'agriculteur initial cédant";

d) le même alinéa est complété par deux tirets rédigés comme suit :

"— pour les régimes d'aides tabac et de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégrés en 2006, les données de référence concernées visées par la" convention en cas de scission" ad-hoc ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que ceux gérant les exploitations issues de la scission;"

"— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, les quantités concernées par la scission faisaient l'objet d'un droit de livraison de betteraves et/ou un contrat de livraison de chicorées attribués aux deux agriculteurs initiaux cédants."

Art. 9. A l'article 10, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "notifiés en 2005" sont insérés entre les mots "révision des droits provisoires" et les mots "est fondée sur".

Art. 10. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, sont reconnus les cas de vente ou de cession de bail, au cours de la période de référence ou de la période transitoire.

L'agriculteur cessionnaire concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} ou 2, selon le régime d'aides considéré en y indiquant la raison de sa demande et doit demander que le montant de référence calculé pour les surfaces transférées soient prises en considération pour établir la valeur de l'ensemble de ses droits. L'agriculteur doit joindre à sa demande le ou les documents suivants :

— le formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres" ad-hoc, mis à sa disposition par l'administration, dûment complété et signé par les deux parties (cédant et cessionnaire);

— une liste des parcelles transférées et les orthophotoplans correspondants, reprenant précisément la localisation des parcelles considérées.

En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, l'agriculteur cédant est propriétaire des terres transférées;

— les superficies concernées par la clause contractuelle privée faisaient l'objet, de la déclaration de superficie de l'agriculteur cédant;

— pour les régimes d'aides tabac et de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégrés en 2006, les superficies concernées par la clause contractuelle privée font l'objet de la déclaration de superficie de l'agriculteur cessionnaire jusqu'en 2006 inclus;

— les superficies concernées par la clause contractuelle privée ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que ceux faisant l'objet de la demande de révision;

— au moyen du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres", l'agriculteur cédant doit reconnaître qu'aucun droit, tant ordinaire que de mise en jachère, ne lui sera personnellement attribué, relativement à la superficie et aux droits concernés par la clause contractuelle privée;

— dans le cas des demandes de révision de droits provisoire notifiés en 2005, au moyen du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres", l'agriculteur cédant doit s'engager à introduire une demande d'établissement des droits au paiement unique (participation au régime de paiement unique) accompagnée de la copie du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres" dûment complété et signé;

— l'agriculteur cédant ne peut conclure aucune autre convention concernant les droits considérés ou leur transfert avec d'autres agriculteurs que celui faisant l'objet de la demande de révision;

— pour le régime de soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline intégré en 2006, au moyen du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres" ad-hoc, les agriculteurs cédant et cessionnaire reconnaissent, dans le cas d'une location, que les droits faisant l'objet de la demande de révision ne sont transférés que temporairement et que ceux-ci retourneront au propriétaire des terres au terme du bail.

Le cas échéant, la demande de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres est assimilée à un des autres cas visés par le chapitre 3, section 2, du règlement (CE) n° 795/2004. Si nécessaire, d'éventuelles preuves complémentaires sont demandées aux agriculteurs.

En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 46 du règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 17 du règlement (CE) n° 795/2004 ou, le cas échéant, par un autre article du chapitre 3, section 2, de ce dernier règlement.

En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres pour cause de prise en location, de cession de bail ou équivalent, la clause contractuelle privée est annulée en cas de résiliation de bail, au terme de ce dernier."

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006 à l'exception de l'article 5, 7^o, et du dernier alinéa de la modification apportée par l'article 10 qui s'appliquent au 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 20 janvier 2008.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1051

[2008/201064]

20. JANUAR 2008 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik provisorisch mitgeteilt worden sind

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71, (EG) Nr. 2529/2001 und Nr. 2183/2005, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 552/2007 der Kommission vom 22. Mai 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 608/2007 der Kommission vom 1. Juni 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 972/2007 der Kommission vom 20. August 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, Punkt 1°, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik provisorisch mitgeteilt worden sind;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 2. Mai 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1 und 64, § 1 und 70, § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass für die provisorische Mitteilung der Rechte auf die Betriebsprämie die Zahlungen für den Tabak, die Milcherzeugnisse sowie die Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie im Jahr 2006 in die Betriebsprämienregelung zu integrieren sind und dass daher die neuen Modalitäten für die Bestimmung oder Anpassung der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten provisorisch mitgeteilt werden, festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte, die in den Genuss dieser Revision der 2006 mitgeteilten vorläufigen Rechte gelangen möchten, ihren ursprünglichen Antrag vor dem 31. März 2006 stellen müssen;

In der Erwägung, dass einer der wichtigsten Grundsätze, der die Reform der gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) 2003 geleitet hat, darin besteht, dass den aktiven Landwirten eine Förderung zuteil werden soll, ungeachtet der Tatsache, ob sie Eigentümer der Ländereien, die sie bewirtschaften, sind oder nicht;

In der Erwägung, dass die Verwaltung, um die Bedingungen zur Gewährung der Revisionen bei verschiedenen Situationen der Übertragung von Betrieben wirkungsvoll zu kontrollieren, ggf. die Wirklichkeit dieser Übertragungen überprüfen muss;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung, die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass, im Rahmen der Anträge auf Revision der Beweis des Bestehens eines Pachtvertrags mit allen Rechtsmitteln, einschließlich durch Zeugen und Vermutungen, erbracht werden kann und dass infolgedessen die Nutzung der Ländereien, wie sie durch die überlassenden Landwirte in ihrer Flächenerklärung mindestens ein Jahr vor der Übertragung der gesamten Ländereien des Betriebs oder eines Teils davon erklärt worden ist, eine Vermutung der vorherigen Nutzung dieser Ländereien durch den betroffenen überlassenden Landwirt darstellt;

In der Erwägung einerseits, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und andererseits, dass, wenn Ländereien übertragen worden sind, die Betroffenen erklären, dass die betreffenden Parzellen Gegenstand einer Flächenerklärung des überlassenden Landwirts mindestens während wenigstens eines Jahres vor dieser Übertragung waren, und dass diese Bedingung durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden kann;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik provisorisch mitgeteilt worden sind, wird wie folgt abgeändert:

1° im 1. Absatz wird der Wortlaut "eine Revision seiner vorläufigen Rechte" durch den Wortlaut "eine Revision seiner im Jahre 2005 notifizierten vorläufigen Rechte" ersetzt;

2° Derselbe Artikel wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

"In Übereinstimmung mit Artikel 3bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 muss der Landwirt, der eine Revision seiner mit den Zahlungen für den Tabak, die Milcherzeugnisse sowie die Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie verbundenen, vorläufigen Rechte, so wie sie im Jahre 2006 in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 festgestellt und notifiziert worden sind, erreichen möchte, anhand des einschlägigen, bei der Verwaltung zu beziehenden Formulars einen Revisionsantrag stellen. Dieser Antrag muss sich auf zumindest eines der im zweiten Paragraphen besagten Artikels 3bis im Rahmen der Anträge auf Revision von vorläufigen Rechten in Verbindung mit den Zahlungen für den Tabak, und im fünften Paragraphen besagten Artikels 3bis im Rahmen der Anträge auf Revision von vorläufigen Rechten in Verbindung mit der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie aufgelisteten Elemente stützen."

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 1" durch den Wortlaut "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz wenn es sich um einen Antrag auf Revision der Referenzangaben bezüglich der Eingliederung der Beihilfen für Tabak im Jahre 2006 handelt," ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegulation" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird "1999" durch "im Jahre vor dem Anfang des Referenzzeitraums" ersetzt, und wird "in Artikel 3bis, Nr. 6 des 2. und 5. Paragraphen desselben Erlasses" zwischen "2006" und "angeführten" eingefügt;

2° in § 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) im 1. Absatz wird "1999" durch "im Jahre vor dem Anfang des Referenzzeitraums" ersetzt;

b) im 5. Absatz wird "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegulation" ersetzt;

c) im 6. Absatz werden folgende Abänderungen vorgenommen:

* im 2. Gedankenstrich wird der Wortlaut "in allen Fällen" durch "für die im Jahre 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Beihilferegulationen" ersetzt;

* derselbe Absatz wird durch die folgenden Bestimmungen ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Beihilferegulation für Tabak muss der gemäß Punkt I des Anhangs VII zur Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnete und angepasste Gesamtbetrag der im Laufe des betreffenden Jahres gezahlten Beihilfen nicht über 80% des Durchschnitts der gesamten Beträge aller Beihilfen, die in dem oder den beiden anderen Jahren gezahlt worden sind, in denen der Tod sich nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Punkt I des Anhangs VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst worden sind, liegen. Diese Berechnung erfolgt nach Globalisierung der Angaben bezüglich des ursprünglichen Landwirts und des antragstellenden Landwirts;

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie muss das Lieferungsrecht für Zuckerrüben oder der Vertrag für die Lieferung von Zichorie, der mit dem Verarbeiter für das betreffende Jahr abgeschlossen worden ist, und als Grundlage für die Bestimmung des Betrags dient, der in den gemäß Punkt K der Anlage VII zur Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechneten und angepassten Referenzbetrag mit einzuberechnen ist, nicht über 80% des Lieferungsrechts für Zuckerrüben oder des Vertrags für die Lieferung von Zichorie, der mit dem Verarbeiter für das Jahr, in dem der Todesfall nicht stattgefunden hat, oder das vorherige Jahr abgeschlossen worden ist, und dessen in den Referenzbetrag mit einzuberechneter Betrag ebenfalls gemäß dem Punkt K der Anlage VII besagter Verordnung berechnet und angepasst worden ist, liegen. Diese Berechnung erfolgt nach Globalisierung der Angaben bezüglich des ursprünglichen Landwirts und des antragstellenden Landwirts";

3° in § 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) im 1. und 3. Absatz wird "1999" durch "im Jahre vor dem Anfang des Referenzzeitraums" ersetzt;

b) im 4. Absatz wird "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegulation" ersetzt;

c) Im 5. Absatz werden folgende Abänderungen vorgenommen:

* die Wörter "Antrag auf Revision wegen Berufsunfähigkeit" werden durch "Antrag auf Revision wegen Berufsunfähigkeit betreffend einen im Jahre 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Bereich oder die Eingliederung der Beihilfen für Tabak im Jahre 2006" ersetzt;

* im 3. Strich werden die Wörter "im Laufe der anderen Jahre" durch "im Laufe der anderen Jahre im Falle eines 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Bereichs" ersetzt;

d) derselbe Paragraph wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

"Im Falle eines Antrags auf Revision wegen Berufsunfähigkeit betreffend die Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— die Unfähigkeit hat die Feststellung des Lieferungsrechts für Zuckerrüben oder den Vertrag für die Lieferung von Zichorie mit dem Verarbeiter während des Referenzzeitraums erheblich beeinträchtigt;

— in allen Fällen muss das Lieferungsrecht für Zuckerrüben oder der Vertrag für die Lieferung von Zichorie, der mit dem Verarbeiter für das betreffende Jahr abgeschlossen worden ist, und als Grundlage für die Bestimmung des Betrags dient, der in den gemäß Punkt K der Anlage VII zur Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechneten und angepassten Referenzbetrag mit einzuberechnen ist, nicht über 80% des Lieferungsrechts für Zuckerrüben oder des Vertrags für die Lieferung von Zichorie, der mit dem Verarbeiter für das Jahr, in dem der Todesfall nicht stattgefunden hat, oder das vorherige Jahr abgeschlossen worden ist, und dessen in den Referenzbetrag mit einzuberechneter Betrag

ebenfalls gemäß dem Punkt K der Anlage VII besagter Verordnung berechnet und angepasst worden ist, liegen. Diese Berechnung erfolgt nach Globalisierung der Angaben bezüglich des ursprünglichen Landwirts und des antragstellenden Landwirts;

— falls darüber hinaus der Landwirt nicht über eine Kopie der Bescheinigung der von einer zugelassenen Einrichtung anerkannten Berufsunfähigkeit verfügt, so muss die im Laufe des Jahres der Berufsunfähigkeit oder im Laufe des darauffolgenden Jahres für Zichorie oder Zuckerrüben angegebene Gesamtfläche geringer sein als 50% der gesamten durchschnittlichen Fläche, die im Laufe der anderen Jahre für Zichorie oder Rüben angegeben worden ist.“;

4° in § 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) im 1. Absatz wird der Wortlaut "Beihilfen für Ackerbaukulturen" durch "Beihilfen für Ackerbaukulturen und Tabak" ersetzt;

b) im 2. Absatz wird der Wortlaut "Beihilfen für Ackerbaukulturen" durch "Beihilfen für Ackerbaukulturen und Tabak" ersetzt;

c) im 3. Absatz wird "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung" ersetzt;

d) im 4. Absatz werden folgende Abänderungen vorgenommen:

* der 2. Gedankenstrich wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Für die 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Beihilferegelungen muss der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der Naturkatastrophe oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen für Ackerbaukulturen, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, geringer sein als 50% des Durchschnitts der gesamten Beträge aller Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen sich die Naturkatastrophe nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden.“;

* der 3. Gedankenstrich wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Für die 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Beihilferegelungen darf die gesamte in der Flächenerklärung des Jahres der Katastrophe oder des darauffolgenden Jahres angegebene Fläche, einschließlich die Wiesen, nicht unter 80% des Durchschnitts der im Laufe der berücksichtigten Jahre angegebenen Flächen liegen.“;

* derselbe Absatz wird durch den folgenden Gedankenstrich ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Beihilferegelung für Tabak muss der gemäß Punkt I des Anhangs VII zur Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnete und angepasste Betrag der im Laufe des Jahres der Katastrophe oder des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen unter 80% des Durchschnitts der Beträge derselben Beihilfen, die in den berücksichtigten Jahren gezahlt worden sind und die ebenfalls nach Punkt I des Anhangs VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden, liegen.“;

5° in § 5, 3. Absatz wird der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. Absatz" ersetzt;

6° ein Paragraph 5bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 5bis. Im Falle einer unfallbedingten Zerstörung eines Gebäudes für die Lagerung und das Trocknen des Tabaks wird nur das Ereignis berücksichtigt, das im Jahre 1999 oder im Laufe des Referenzzeitraums stattgefunden hat und das die Zerstörung eines zu den oben angeführten Zwecken dienenden Gebäudes zur Folge hatte und umfangreiche negative Auswirkungen auf den Erhalt von Beihilfen für den Tabak während des Referenzzeitraums hatte, als derartiges Ereignis anerkannt.

In diesem Fall wählt der Landwirt oder mangels dessen die Verwaltung das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für den Tabak nicht zu berücksichtigen sind. Dieses Jahr ist entweder das Jahr der Naturkatastrophe oder das darauffolgende Jahr.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1, 2. Absatz angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags sowie ggf. das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Tabak nicht berücksichtigt werden müssen, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag eine Bescheinigung der Versicherungsgesellschaft oder der Feuerwehr, durch die die Zerstörung belegt wird, beifügen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer unfallbedingten Zerstörung eines Gebäudes für die Lagerung oder das Trocknen des Tabaks muss insbesondere die folgende Bedingung erfüllt sein:

— der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der unfallbedingten Zerstörung des Gebäudes oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen für Tabak, die nach dem Punkt I des Anhangs VII zur Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, muss geringer sein als 50% des Durchschnitts der gesamten Beträge all dieser Beihilfen, die in den anderen berücksichtigten Jahren gezahlt worden sind, und die ebenfalls nach dem Punkt I des Anhangs VII zur genannten Verordnung berechnet und angepasst werden.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen der unfallbedingten Zerstörung wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 40 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführten Verfahren und unbeschadet der Anwendung von Artikel 13, § 4 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 durchgeführt.“;

7° in § 6, 3. Absatz wird der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. Absatz" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der 3. Absatz wird wie folgt abgeändert:

a) Der Wortlaut "Artikel 1" wird durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung" ersetzt;

b) im 1. Gedankenstrich werden die Wörter "unterzeichnete Formular" durch "einschlägige, unterzeichnete Formular" ersetzt;

c) im 3. Gedankenstrich werden die Wörter "des Formulars" durch "des einschlägigen Formulars" ersetzt;

d) derselbe Absatz wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie, im Falle der Betriebsübernahme durch Übertragung des Pachtvertrags, entweder eine Kopie des vor dem 31. März 2006 vor einem Notar unterzeichneten Pachtvertrags, oder die Kopie eines vor dem 31. März 2006 privatschriftlich unterzeichneten Vertrags, der spätestens am 28. April 2006 eingetragen worden sein muss.“;

2° der 4. Absatz wird wie folgt abgeändert:

a) im 1. und 2. Gedankenstrich werden die Wörter "ausgefüllten Formular" durch "einschlägigen, ausgefüllten Formular" ersetzt;

b) derselbe Absatz wird durch beide folgende Gedankenstriche ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie bescheinigt der überlassende Landwirt in dem einschlägigen Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme" dass die von der Vereinbarung betroffenen Flächen wenigstens während des Jahres vor besagter Übernahme Gegenstand der Flächenerklärungen des überlassenden ursprünglichen Landwirts waren;

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie bescheinigt der überlassende Landwirt in dem einschlägigen Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme", dass die von der Übernahme betroffenen Mengen Gegenstand eines Lieferungsrechts für Zuckerrüben und/oder eines Vertrags für die Lieferung von Zichorie waren, das/den der Verarbeiter dem überlassenden ursprünglichen Landwirt vergeben hatte.;

3° der folgende Absatz wird zwischen den 5. und 6. Absatz eingefügt:

"Der Antrag auf Revision wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft oder einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, der durch den Landwirt eingereicht wird, ist ggf. einem der anderen Fälle, die in Kapitel 3, Abschnitt 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt werden, gleichzustellen. Falls notwendig werden von den Landwirten zusätzliche Beweise angefordert."

Art. 6 - In Artikel 7, 2. Absatz desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im 2. Absatz wird einerseits der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung" ersetzt und wird andererseits der Wortlaut "unterzeichnete Formular" durch "einschlägige, unterzeichnete Formular" ersetzt;

2° der 3. Absatz wird wie folgt abgeändert:

a) im 4. Gedankenstrich werden die Wörter "der Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" "durch" der einschlägigen "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" "ersetzt;

b) im 5. Gedankenstrich werden die Wörter "des Formulars" durch "des einschlägigen Formulars" ersetzt;

c) derselbe Absatz wird durch beide folgende Gedankenstriche ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie waren die von der Fusion betroffenen Mengen Gegenstand eines Lieferungsrechts für Zuckerrüben und/oder eines Vertrags für die Lieferung von Zichorie, das/der beiden überlassenden ursprünglichen Landwirten vergeben war;

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie sind die von der einschlägigen "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" betroffenen Referenzangaben Gegenstand keinerlei sonstigen Übernahme durch einen oder andere Landwirte als denjenigen, der den sich aus der Fusion ergebenden Betrieb, der Gegenstand des Antrags auf Revision ist, bewirtschaftet."

Art. 8 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Im 2. Absatz wird einerseits der Wortlaut "Artikel 1" durch "Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung" ersetzt und wird andererseits der Wortlaut "unterzeichnete Formular" durch "einschlägige, unterzeichnete Formular" ersetzt;

2° der 3. Absatz wird wie folgt abgeändert:

a) im 3. Gedankenstrich werden die Wörter "für die Anträge betreffend die 2005 in die Betriebsprämienregelung eingegliederten Beihilferegelungen" nach den Wörtern "Inventare ihrer Tierbestände" eingefügt;

b) im 5. Gedankenstrich werden die Wörter "der Vereinbarung bei Aufteilung" durch "der einschlägigen Vereinbarung bei Aufteilung" ersetzt;

c) im 6. Gedankenstrich werden die Wörter "des Formulars" durch "des einschlägigen Formulars" ersetzt;

d) derselbe Absatz wird durch beide folgende Gedankenstriche ergänzt:

— für die 2006 eingegliederte Beihilferegelung für den Tabak und Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie sind die von der einschlägigen "Vereinbarung bei Aufteilung" betroffenen Referenzangaben Gegenstand keinerlei sonstigen Übernahme durch einen oder andere Landwirte als diejenigen, die die sich aus der Aufteilung ergebenden Betriebe bewirtschaften,;"

— für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie waren die von der Aufteilung betroffenen Mengen Gegenstand eines Lieferungsrechts für Zuckerrüben und/oder eines Vertrags für die Lieferung von Zichorie, das/der beiden überlassenden ursprünglichen Landwirten vergeben war."

Art. 9 - In Artikel 10, 1. Absatz desselben Erlasses wird der Wortlaut "Revision der provisorischen Rechte" durch "Revision der 2005 notifizierten, provisorischen Rechte" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch eine private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien begründet, so werden nur die Fälle berücksichtigt, in denen Ländereien verkauft werden oder Pachtverträge übertragen werden, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums ereignet haben.

Der betreffende übernehmende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1, 1. oder 2. Absatz je nach der betroffenen Beihilferegelung, angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags angibt, und muss verlangen, dass der für die übertragenen Flächen berechnete Referenzbetrag für die Feststellung des Wertes seiner gesamten Rechte berücksichtigt wird. Der Landwirt muss seinem Antrag das oder die folgenden Dokumente beifügen:

— das einschlägige, ordnungsgemäß ausgefüllte und von beiden Parteien (Überlasser und Übernehmer) unterzeichnete Formular "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien", das ihm von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird;

— eine Liste der übertragenen Parzellen und der entsprechenden Orthofotopläne, auf denen die Lokalisierung der entsprechenden Parzellen genau eingezeichnet ist.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

- für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie ist der überlassende Landwirt der Eigentümer der übertragenen Ländereien;
- die von der privaten Vertragsklausel betroffenen Flächen waren Gegenstand der Flächenerklärung des überlassenden Landwirts;
- für die 2006 eingegliederte Beihilferegulierung für Tabak und Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie sind die von der privaten Vertragsklauseln betroffenen Flächen Gegenstand der Flächenerklärung des überlassenden Landwirts bis 2006 einschließlich;
- die Flächen, auf die sich die private Vertragsklausel bezieht, sind Gegenstand keiner anderen Übernahme durch einen oder andere Landwirte als durch jene, auf die sich der Antrag auf Revision bezieht;
- anhand des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" muss der überlassende Landwirt anerkennen, dass kein Recht, sei es ein normales Recht oder ein Recht auf Brache, ihm persönlich gewährt wird für die Fläche und für die Rechte, die Gegenstand der privaten Vertragsklausel sind;
- im Falle der Anträge auf Revision der im Jahre 2005 notifizierten vorläufigen Rechte muss der überlassende Landwirt sich anhand des Formulars "private Vertragsklausel bei der Übertragung von Ländereien" verpflichten, einen Antrag auf Bestimmung seiner Rechte auf die Betriebsprämie einzureichen (Teilnahme an der Betriebsprämienregelung). Diesem Antrag ist eine Kopie des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" beizufügen;
- der überlassende Landwirt darf keine andere Vereinbarung über die betreffenden Rechte oder über deren Übertragung mit anderen Landwirten abschließen, als mit jenen, auf die sich der Antrag auf Revision bezieht;
- für die 2006 eingegliederte Stützungsregelung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie erkennen die überlassenden und übernehmenden Landwirte anhand des einschlägigen Formulars "private Vertragsklausel bei der Übertragung von Ländereien" dass die Rechte, die im Falle einer Pacht Gegenstand des Revisionsantrags sind, nur vorläufig übertragen werden, und am Ablauf der Pacht dem Eigentümer der Ländereien zurückgelangen.

Der Antrag auf eine private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien ist ggf. einem der anderen Fälle, die in Kapitel 3, Abschnitt 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt werden, gleichzustellen. Falls notwendig werden von den Landwirten zusätzliche Beweise angefordert.

Im Falle eines Antrags auf Revision aufgrund einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 46 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 17 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt oder ggf. durch einen anderen Artikel des Kapitels 3, Abschnitt 2 dieser letztgenannten Verordnung.

Im Falle eines Antrags auf Revision aufgrund einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien wegen der Aufnahme einer Pacht, einer Übertragung des Pachtvertrags oder einer gleichwertigen Situation wird die private Vertragsklausel bei einer Kündigung der Pacht am Ablauf letzterer aufgehoben."

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, außer Artikel 5, 7^o und des letzten Absatzes der durch Artikel 10 angebrachten Abänderung, die am 1. Januar 2005 anwendbar werden.

Namur, den 20. Januar 2008

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1051

[2008/201064]

20 JANUARI 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoelagerechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoelageregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71, (EG) nr. 2529/2001 en nr. 2183/2005, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 552/2007 van 22 mei 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 608/2007 van de Commissie van 1 juni 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 972/2007 van de Commissie van 20 augustus 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, punt 1^o, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoelagerechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoelageregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 2 februari 2007;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van de artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat wat betreft de voorlopige notificatie van de bedrijfstoelagerechten, de betalingen voor tabak, zuivelproducten en de steun voor de suikerbiet en de inulinechicorei in de bedrijfstoelageregeling in 2006 opgenomen moeten worden en dat bijgevolg de nieuwe voorwaarden vastgesteld moeten worden voor de toewijzing van herzieningen van de bedrijfstoelagerechten die voorlopig aan de landbouwers genotificeerd worden;

Overwegende dat om genoemde herzieningen te genieten, de aanvankelijke aanvragen van de landbouwers moeten worden ingediend uiterlijk op 31 maart 2006;

Overwegende dat één van de sleutelementen bij de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid uit 2006 erin bestond, de actieve landbouwers te steunen ongeacht of ze al dan niet eigenaar zijn van de grond die ze uitbaten;

Overwegende dat teneinde de toekenningsvoorwaarden voor genoemde herzieningen efficiënt te controleren bij diverse situaties van bedrijfsoverdrachten, de werkelijkheid van die overdrachten moet worden gecontroleerd door het bestuur;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat in het kader van de herzieningsaanvragen, het bewijs van het bestaan van een huurovereenkomst kan worden geleverd bij alle wettelijke middelen, getuigen en vermoedens inbegrepen en dat derhalve het gebruik van de gronden zoals aangegeven door de overdragende landbouwers in hun oppervlakteaangifte, minstens twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan een overdracht van het geheel of een gedeelte van de gronden van het bedrijf, een vermoeden vormt van het voorafgaande bezit van die gronden door de betrokken overdragende landbouwer;

Overwegende, enerzijds, dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur zijn gesteld; dat, anderzijds, in geval van grondoverdracht, de betrokkenen verklaren dat de betrokken grondpercelen zijn vermeld in de oppervlakteaangifte van de overdragende landbouwer tijdens ten minste twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan die overdracht en dat derhalve die voorwaarde kan worden geverifieerd door het bestuur;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfstoelageregeling of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoelagerechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoelageregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 worden de woorden "in 2005 genotificeerde" ingevoegd tussen de woorden "van zijn" en de woorden "voorlopige rechten";

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"Overeenkomstig artikel 3bis van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 moet de landbouwer die een herziening aanvraagt van zijn voorlopige rechten in verband met de betalingen voor tabak, zuivelproducten en de steun ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei zoals vastgesteld en genotificeerd in 2006 overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EG) nr. 795/2004, moet een aanvraag om herziening indienen d.m.v. het ad hoc-formulier dat beschikbaar is bij het bestuur. Die aanvraag moet gegrond zijn op minstens één van de gegevens vernoemd in § 2 van bedoeld artikel 3bis in het kader van de aanvragen tot herziening van de voorlopige rechten in verband met de betalingen voor tabak en in § 5 van bedoeld artikel 3bis in het kader van de aanvragen tot herziening van de voorlopige rechten in verband met de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "lid 1 of lid 2 (indien het een aanvraag betreft tot herziening van de referentiegegevens met betrekking tot de opnemings van de tabaksteun in 2006)" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 1" en het woord "bedoelde".

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)" ingevoegd tussen de woorden "of in 4" worden ingevoegd tussen de woorden "in artikel 1" en het woord "bedoelde".

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden, enerzijds, de woorden "in 1999" vervangen door de woorden "in het jaar voorafgaand aan de aanvang van de referentieperiode" en worden, anderzijds, de woorden "en in artikel 3bis, onder punt 6° van §§ 2 en 5 van hetzelfde besluit" ingevoegd tussen de woorden "van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006" en "erkend";

2° in § 2 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden "in 1999" vervangen door de woorden "in het jaar voorafgaand aan de aanvang van de referentieperiode";

b) in artikel 5 worden de woorden "lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)" ingevoegd tussen het woord "standaardformulier" en de woorden "met vermelding van";

c) in lid 6 worden volgende wijzigingen aangebracht :

* in het tweede streepje worden de woorden "in elk geval" vervangen door de woorden "voor de steunregelingen die in 2005 opgenomen zijn in de bedrijfstoelageregeling";

* hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende bepalingen :

— voor de steunregeling tabak opgenomen in 2006 moet het totaalbedrag van de tijdens het betrokken jaar verleende steun, berekend en aangepast overeenkomstig punt I van bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, gelijk zijn aan of lager zijn dan 80 % van het gemiddelde van de totaalbedragen van de steun verleend tijdens de één of twee jaren die niet getroffen zijn door het overlijden, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig punt I van bijlage VII bij genoemde verordening. Die berekening wordt verricht na optelling van de gegevens betreffende de aanvankelijke landbouwer en de landbouwer-aanvrager;

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, moet het recht van levering van de suikerbieten of het contract voor de levering van chicorei, gesloten met de verwerker voor het betrokken jaar en dat als grondslag dient voor de berekening van het bedrag dat opgenomen moet worden in het referentiebedrag berekend en aangepast overeenkomstig punt K van bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 gelijk zijn aan of lager zijn dan 80 % van het recht van levering van de suikerbieten of het contract van levering van de chicorei, gesloten met de verwerker voor het jaar dat niet getroffen is door het overlijden of het voorgaande jaar, en waarvan het bedrag dat opgenomen moet worden in het referentiebedrag eveneens berekend en aangepast is overeenkomstig punt K van de bijlage bij die verordening. Die berekening wordt verricht na optelling van de gegevens betreffende de aanvankelijke landbouwer en de landbouwer-aanvrager.”;

3° in § 3 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de leden 1 en 3 worden de woorden “in 1999” vervangen door de woorden “in het jaar voorafgaand aan de aanvang van de referentieperiode”;

b) in lid 4 worden de woorden “lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)” ingevoegd tussen het woord “standaardformulier” en de woorden “met vermelding van”;

c) in lid 5 worden volgende wijzigingen aangebracht :

* de woorden “met betrekking tot een sector opgenomen in de bedrijfsstoelagregeling in 2005 of tot de opnemings van de tabakssteun in 2006” worden ingevoegd tussen de woorden “herzieningsaanvraag” en de woorden “wegens arbeidsongeschiktheid”;

* in het derde streepje worden de woorden “in het geval van een sector opgenomen in de bedrijfsstoelagregeling in 2005” ingevoegd tussen de woorden “tijdens de andere jaren” en de woorden “of moet”;

d) dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

“In geval van herzieningsaanvraag wegens de opnemings van de steun ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei wegens arbeidsongeschiktheid moeten de volgende voorwaarden eveneens worden vervuld :

— de arbeidsongeschiktheid heeft een significant gevolg gehad voor het recht van levering van suikerbieten of voor het contract voor de levering van chicorei met de verwerker gedurende de referentieperiode;

— in ieder geval moet het recht van levering van suikerbieten of het contract voor de levering van chicorei, gesloten met de verwerker voor het betrokken jaar en dat als grondslag dient voor de berekening van het bedrag dat opgenomen moet worden in het referentiebedrag, berekend en aangepast overeenkomstig punt K van bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, gelijk zijn aan of lager zijn dan 80 % van het recht van levering van de suikerbieten of het contract voor de levering van de chicorei, gesloten met de verwerker voor het jaar dat niet getroffen is door het overlijden of het voorgaande jaar, en waarvan het bedrag dat opgenomen moet worden in het referentiebedrag eveneens berekend en aangepast is overeenkomstig punt K van de bijlage bij die Verordening. Die berekening wordt verricht na optelling van de gegevens betreffende de aanvankelijke landbouwer en de landbouwer-aanvrager;

— als de landbouwer bovendien niet beschikt over een door de bevoegde instelling erkend attest van ongeschiktheid, moet de totale oppervlakte die aangegeven wordt als chicorei of suikerbiet tijdens het jaar van de ongeschiktheid of tijdens het daaropvolgende jaar, lager zijn dan 50 % van de gemiddelde totale oppervlakte die als chicorei of suikerbiet aangegeven werd tijdens de andere jaren.”;

4° in § 4 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden “of tabaksteun” toegevoegd na de woorden “voor akkerbouwgewassen”;

a) in lid 2 worden de woorden “of tabaksteun” ingevoegd tussen de woorden “voor akkerbouwgewassen” en de woorden “niet in aanmerking wordt genomen”;

b) in lid 3 worden de woorden “lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)” ingevoegd tussen het woord “standaardformulier” en de woorden “met vermelding van”;

c) in lid 4 worden volgende wijzigingen aangebracht :

* in het tweede streepje worden in fine de woorden “voor de steunregelingen opgenomen in de bedrijfsstoelagregeling in 2005” ingevoegd;

* in het derde streepje worden de woorden “voor de steunregelingen opgenomen in de bedrijfsstoelagregeling in 2005” ingevoegd tussen het woord “kan” en het woord “niet”;

* hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende streepje :

— voor de steunregeling tabak opgenomen in 2006 moet het bedrag van de tabaksteun gestort tijdens het jaar waarin de ramp zich heeft voorgedaan of het daarop volgende jaar, berekend en aangepast overeenkomstig punt I van bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, gelijk zijn aan of lager zijn dan 80 % ten opzichte van het gemiddelde van de bedragen van dezelfde steun verleend tijdens de in overweging genomen jaren, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig punt I van bijlage VII bij genoemde Verordening.”;

5° in § 5, lid 3, worden de woorden “lid 1” worden ingevoegd tussen de woorden “in artikel 1” en de woorden “bedoelde”;

6° Er wordt een paragraaf 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5bis. Bij toevallige vernietiging van een gebouw voor de opslag of de droging van tabak wordt enkel elke in 1999 of tijdens de referentieperiode voorgevallen gebeurtenis die de vernietiging van een gebouw voor dat gebruik met zich heeft meegebracht en die een belangrijke negatieve invloed heeft gehad op het verkrijgen van de steun voor tabakssteun tijdens de referentieperiode als dusdanig erkend.

In dit geval wordt het jaar van de referentieperiode waarvoor tabakssteun niet in aanmerking wordt genomen, gekozen door de landbouwer of, bij ontstentenis, door het bestuur. Dat jaar is hetzij dat van de natuurramp, hetzij dat daaropvolgende jaar.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1, lid 2, bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en eventueel het jaar van de referentieperiode waarvoor de tabakssteun niet in aanmerking moet worden genomen. De landbouwer moet bij zijn aanvraag een verzekeringsattest of een attest van de brandweerdienst voegen waarbij die vernietiging wordt bewezen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens toevallige vernietiging van een gebouw voor opslag en droging van tabak moet de volgende voorwaarde vervuld worden :

— het bedrag van de tijdens het jaar van de toevallige vernietiging van het gebouw of tijdens het daaropvolgende jaar verleende steun voor tabak, berekend en aangepast overeenkomstig punt I van bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, moet gelijk zijn aan of lager zijn dan 50 % van het gemiddelde van de bedragen van dezelfde steun verleend tijdens de andere in overweging genomen jaren, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig punt I bij bijlage VII bij genoemde Verordening.

In geval van herzieningsaanvraag wegens toevallige vernietiging wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 40 van Verordening (EG) nr. 1782/2003, onverminderd de toepassing van artikel 13, § 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004.;"

7° in § 6, lid 3, worden de woorden "lid 1" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 1" en de woorden "bedoelde".

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 3 wordt als volgt gewijzigd :

a) de woorden "lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)" ingevoegd tussen het woord "in artikel 1" en de woorden "bedoelde";

b) in het eerste streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen de woorden "het" en "formulier";

b) in het derde streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen de woorden "het" en "formulier";

d) hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende bepaling :

"— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, in geval van overname door afstand van de huurovereenkomst, ofwel een afschrift van het huurcontract, ondertekend voor een notaris vóór 31 maart 2006, ofwel een onderhandse huurovereenkomst ondertekend uiterlijk op 31 maart 2006 en geregistreerd uiterlijk op 28 april 2006.;"

2° lid 4 wordt als volgt gewijzigd :

b) in het eerste en het tweede streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen de woorden "het" en "formulier";

b) hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende twee streepjes :

"— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, in het ad hoc-formulier "overeenkomst van gedeeltelijke of gehele overname" getuigt de overlatende landbouwer dat de bij de overeenkomst betrokken oppervlakten minstens gedurende het jaar voorafgaande aan de overname deel uitmaakten van de oppervlakteaangiften van de aanvankelijke overlatende landbouwer;

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, in het ad hoc-formulier "overeenkomst van gedeeltelijke of gehele overname" getuigt de overlatende landbouwer dat de bij de overname betrokken hoeveelheden deel uitmaakten van een recht van levering van suikerbieten en/of een contract van levering van chicorei toegewezen door de verwerker aan de aanvankelijke overlatende landbouwer.;"

3° volgend lid wordt ingevoegd tussen leden 5 en 6 :

"In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende herzieningsaanvraag wegens vererving, vervroegde vererving of erfopvolging wegens afstand van de huurovereenkomst gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld in hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren."

Art. 6. In artikel 7, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 1" en het woord "bedoelde".

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 2 worden, enerzijds, de woorden "lid 1 of lid 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling)" ingevoegd tussen het woord "in artikel 1" en het woord "bedoelde" en worden, anderzijds, de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen "beschikbaar" en "formulier";

2° lid 3 wordt als volgt gewijzigd :

a) in het vierde streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen het woord "bij de" en het woord "overeenkomst";

b) in het vijfde streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen het woord "voornoemd" en het woord "formulier";

c) hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende twee streepjes :

"— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, maakten de bij de fusie betrokken hoeveelheden het voorwerp uit van een recht van levering van suikerbieten en/of een contract voor de levering van chicorei aangewezen aan beide aanvankelijke overlatende landbouwers;

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, maken de referentiegegevens beoogd door de "ad hoc-overeenkomst in geval van fusie met overname" het voorwerp uit van geen enkele andere overname door één of andere landbouwers dan die, welke het bedrijf beheert uit de fusie en beoogd door de herzieningsaanvraag."

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 2 worden, enerzijds, de woorden "lid 1 of 2 (afhankelijk van de betrokken regeling)" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 1" en "bedoelde" en worden, anderzijds, de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen het woord "beschikbaar" en het woord "formulier";

2° lid 3 wordt als volgt gewijzigd :

a) in het derde streepje worden in fine de woorden "voor de steunregelingen opgenomen in de bedrijfstoelageregeling in 2005" ingevoegd;

b) in het vijfde streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen het woord "bij de" en het woord "overeenkomst";

c) in het zesde streepje worden de woorden "ad hoc-" ingevoegd tussen het woord "voornoemd" en het woord "formulier";

d) hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende twee streepjes :

— voor de steunregelingen tabak en ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, maken de betrokken referentiegegevens beoogd door de "ad hoc-overeenkomst in geval van splitsing" het voorwerp uit van geen enkele andere overname door één of andere landbouwers dan die, welke het bedrijf beheren uit de splitsing;;

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, maakten de bij de splitsing betrokken hoeveelheden het voorwerp uit van een recht van levering van suikerbieten en/of een contract voor de levering van chicorei aangewezen aan beide aanvankelijke overlatende landbouwers."

Art. 9. In artikel 10, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "in 2005 genotificeerde" ingevoegd tussen het woord "de" en de woorden "voorlopige rechten".

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 11. Wanneer de herzieningsaanvraag m.b.t. de voorlopige rechten gegrond is op een privaatrechtelijke contractuele clausule in geval van grondoverdracht, worden de gevallen van grondverkoop of huuroverdracht tijdens de referentie- of overgangperiode erkend.

De betrokken overlatende landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1, lid 1 of 2 (afhankelijk van de betrokken steunregeling), bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag, en moet vragen dat het referentiebedrag berekend voor de overgedragen oppervlakten berekend wordt om de waarde vast te stellen van de gezamenlijke rechten. De landbouwer moet het of de volgende documenten voegen bij zijn aanvraag :

— het ad hoc-formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht" dat hem ter beschikking wordt gesteld door het bestuur, behoorlijk ingevuld en ondertekend door beide partijen (overdrager en overnemer);

— een lijst van de overgedragen percelen en de overeenstemmende orthofotoplannen met de precieze plaatsbepaling van de betrokken percelen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, is de overdragende landbouwer eigenaar van de overgedragen gronden;

— de oppervlakten betrokken bij de privaatrechtelijke contractuele clausule maakten het voorwerp uit van de oppervlakteaangifte van de overdragende landbouwer;

— voor de steunregelingen tabak en ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006, maken de oppervlakten betrokken bij de privaatrechtelijke contractuele clausule het voorwerp uit van de oppervlakteaangifte van de overdragende landbouwer tot en met 2006;

— de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten worden niet overgenomen door een andere of andere landbouwer(s) dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag;

— door middel van het formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht" erkent de landbouwer-overdrager dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hem persoonlijk zal worden toegekend wat betreft de oppervlakte en de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken rechten;

— bij aanvragen om herziening van voorlopige rechten, genotificeerd in 2005 door middel van het formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht" verbindt de landbouwer-overdrager zich ertoe om een aanvraag om vaststelling van de bedrijfstoelagenrechten (deelname aan de bedrijfstoelagenregeling), vergezeld van een afschrift van voornoemd formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht", behoorlijk ingevuld en ondertekend;

— de landbouwer-overlater mag geen andere overeenkomst betreffende de betrokken rechten of de overdracht daarvan aangaan met andere landbouwers dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag;

— voor de steunregeling ten gunste van de suikerbiet en de inulinechicorei, opgenomen in 2006 door middel van het ad hoc-formulier "privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht", erkennen de overdragende en de overnemende landbouwer bij huur dat de rechten die het voorwerp uitmaken van de herzieningsaanvraag enkel tijdelijk overgedragen worden en dat ze terugkeren naar de grondeigenaar op het einde van de huurovereenkomst.

In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende aanvraag om privaatrechtelijke contractuele clausule in geval van grondoverdracht gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld bij hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 17 van Verordening (EG) nr. 795/2004 of in voorkomend geval in een ander artikel van hoofdstuk 3, sectie 2, van laatstgenoemde verordening.

Bij een herzieningsaanvraag wegens een privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht wegens het in huur nemen, afstand van de huurovereenkomst of soortgelijke overeenkomst wordt de privaatrechtelijke contractuele clausule vernietigd bij opzegging van de huurovereenkomst op het einde ervan."

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 75, 7^o, en van het laatste lid van de wijziging ingevoerd bij artikel 10, die van toepassing zijn op 1 januari 2005.

Namen, 20 januari 2008.

B. LUTGEN